

Perspective

La pandémie : une occasion pour renforcer le rôle de l'action collective dans une nouvelle normalité?

Nancy Neamtan & Vincent van Schendel
TIESS¹

ABSTRACT

The pandemic has had strong impacts on collective organizations in Quebec (community and social economy enterprises). In the short term, these organizations have shown a remarkable capacity to adapt and respond to urgent needs. But the pandemic has also underlined the importance of the approach, the discourse and the practices of these collectives initiatives. Will these contributions be taken into account in the path toward a new more equitable and sustainable “normality”?

RÉSUMÉ

Les impacts de la pandémie sur les organisations collectives au Québec (communautaire et économie sociale) sont importants. À court terme, ces organisations ont démontré une capacité d'adaptation remarquable pour répondre aux urgences. Mais la pandémie a aussi mis à l'avant plan l'importance de l'approche, du discours et des pratiques de ces initiatives collectives. Est-ce qu'on en tiendra compte dans la relance post-COVID pour cheminer vers une nouvelle « normalité » plus équitable et durable?

Keywords / Mots clés : Social economy; Community; Pandemic; Recovery; Collective action / Économie sociale; Communautaire; Pandémie; Relance; Action collective

Les impacts de la pandémie au Québec, comme ailleurs, sont énormes et les répercussions à moyen et à long terme sur nos sociétés sont difficiles à prédire. De plus en plus, on fait référence non pas au retour à la normale dans un monde post-COVID-19, mais plutôt à l'émergence d'une nouvelle « normalité » qui tient compte des défis collectifs mis en lumière par la crise.

Entretemps, la crise a forcé l'ensemble des acteurs de la société à, au mieux, adapter leurs façons de faire et, au pire, arrêter temporairement leurs activités. Du télétravail à l'organisation des soins aux aînés, de l'achat local à la sécurité alimentaire, les prises de conscience de certaines failles importantes dans notre modèle de développement auront, sans aucun doute, des impacts importants sur cette nouvelle « normalité ».

À plus court terme, on peut constater à quel point l'évolution rapide et inattendue de la COVID-19 a également eu des impacts sur le discours public. Au cours des derniers mois, on aura rarement autant entendu parler des limites de notre modèle actuel. Même des associations patronales appellent à revoir la gestion des soins pour en favoriser la qualité et l'accessibilité et faire davantage de place à l'économie sociale. À l'exception de la guignolée de Noël, on a rarement entendu autant d'importance accordée à la solidarité et l'entraide pour passer à travers cette crise.

Quels ont été et quels seront les impacts de ce contexte inédit sur l'action collective sous toutes ses formes, que ce soit l'action communautaire ou l'économie sociale? Est-ce que cette crise fragilisera davantage ces organisations et le mouvement dans son ensemble? Ou est-ce qu'il s'agit plutôt d'une occasion dont les retombées s'étaleront dans les années à venir? S'il est trop tôt pour tirer des conclusions, certains indices sont encourageants.

Une reconnaissance du rôle indispensable de l'action collective

La pandémie a apporté une surcharge de travail et de responsabilités aux milliers d'organismes communautaires à travers le Québec et a ouvert des occasions pour des entreprises d'économie sociale compte tenu de leur mission de répondre aux besoins du milieu. La capacité et les compétences qu'elles ont démontrées (encore une fois!) ont eu des impacts positifs immédiats en matière de reconnaissance pour ce milieu encore sous-estimé. L'ensemble de la société, et notamment les pouvoirs publics, a dû prendre acte du rôle indispensable des organisations collectives dans la réponse aux besoins essentiels de la population. Les exemples sont nombreux.

- La coopérative Pop, une coopérative de couturières d'Hochelaga-Maisonneuve, a été parmi les premières entreprises à relever le défi de la production massive de masques. Elle a mobilisé plus de 5 200 couturières et produit plus de 10 000 masques non médicaux et des dizaines de milliers de jaquettes.
- Au plus fort de la pandémie, c'est plus de 4 000 préposées, employées par des entreprises d'économie sociale en aide à domicile, qui étaient à pied d'œuvre pour offrir des services aux personnes les plus vulnérables.
- À travers le Québec, des entreprises d'économie sociale et des organismes communautaires en alimentation ont rapidement mis en place des plans d'urgence. La priorité a été accordée à la préparation et la livraison de repas et de paniers de provisions dans la majorité des quartiers et municipalités du Québec. Des collaborations inédites ont permis de mettre à contribution des cuisines et des cuisiniers, des véhicules de transport et des livreurs, des intervenants et des bénévoles.
- Cinq sites de ravitaillement alimentaire, animés par des organismes communautaires, ont été temporairement aménagés dans cinq points névralgiques de Montréal pour répondre aux besoins criants des itinérants.

L'impact de cette mobilisation a rapidement porté fruit. Si les mesures gouvernementales ont d'abord favorisé la PME traditionnelle, le soutien aux organismes à but non lucratif a suivi et la reconnaissance de leur pertinence s'est accrue. Ainsi, à plusieurs reprises pendant la pandémie, des mesures ont été annoncées par les divers paliers de gouvernement en soutien aux organismes communautaires et aux entreprises d'économie sociale. Certaines annonces faisaient parfois écho aux revendications traditionnelles, telle cette annonce du 9 novembre 2020 d'un investissement de 85 M\$ sur 5 ans, par le ministre québécois de la Famille, permettant de bonifier le financement à la mission de 280 organismes communautaires œuvrant auprès des familles, et de soutenir 20 autres organismes reconnus, mais peu financés. Cet investissement allait dans le sens indiqué par la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse qui, en décembre 2019, recommandait de hausser le financement de ces organismes afin de leur permettre de jouer pleinement leur rôle de proximité auprès des familles et des enfants vulnérables.

Une remise en question des « certitudes » économiques et sociales

La pandémie n'aura pas eu que des impacts sur les actions gouvernementales; on les constate également dans l'évolution du discours public dans lequel les constats d'échec du modèle actuel ont ébranlé certaines « certitudes ». Ironiquement, ces remises en question reprennent des éléments de la vision portée depuis des décennies par le mouvement d'économie sociale et le mouvement communautaire, considérés auparavant par certains comme rêveurs ou utopistes.

Dès le début de la pandémie, l'arrêt de la quasi-totalité des activités économiques pour des questions sanitaires a mis à mal le dogme de la primauté de l'économie sur tous les aspects de la vie en société. C'est exactement le discours du mouvement de l'économie sociale qui lutte depuis toujours pour orienter le développement économique en faveur des besoins et aspirations des collectivités et non le contraire. On peut retenir ici trois exemples.

1. L'existence de l'insécurité alimentaire et de l'absence d'autonomie alimentaire a été également mise à l'avant-plan, démontrant la nécessité de construire des systèmes alimentaires locaux et durables. Encore une fois, ce sont des priorités identifiées depuis longtemps par des mouvements citoyens qui ont relevé ce défi à travers de nombreuses initiatives coopératives ou sans but lucratif.
2. La mise en évidence du rôle crucial des services aux personnes, et notamment aux aînées, pour le bon fonctionnement de la société, rejoint également le discours des milieux sociaux. On a vite constaté l'importance de la contribution des milliers de travailleurs et travailleuses œuvrant dans ces secteurs essentiels, trop longtemps sous-estimés, voire méprisés.
3. L'appel à l'achat local comme facteur positif pour le développement des communautés a aussi pris de l'importance dans le discours public, avec une influence certaine sur le comportement des consommateurs². Les entreprises d'économie sociale, qui sont par définition sous contrôle local et à proximité des consommateurs, ont pu bénéficier de cette volonté grandissante pour l'achat local. D'autres, il est vrai, ont à l'inverse écopées, notamment dans les secteurs de la culture ou du tourisme, mais sommes toute moins que dans le secteur privé.

Relancer oui, mais autrement

« Relancer oui, mais autrement » est le titre d'une prise de position du Chantier de l'économie sociale en faveur d'une relance économique axée sur la transformation. Comme acteur socio-économique reconnu, le Chantier a initié dès mai 2020 une démarche de réflexion et de mobilisation en faveur de pistes à suivre pour une relance post-COVID. Cette démarche a dévoilé la capacité des acteurs de l'économie sociale et du milieu communautaire de proposer des pistes audacieuses, notamment sur l'autonomie alimentaire, la relance de l'emploi et les conditions de travail, l'immobilier collectif, la qualité de vie juste et décente, la transition écologique et l'achat local.

Le Chantier ne s'est pas limité à faire connaître son message et ses propositions d'action dans les médias et auprès des pouvoirs publics. Il s'est joint au Groupe 15+, un regroupement de leaders économiques, syndicaux, sociaux et environnementaux qui s'est imposé comme interlocuteur important dans la préparation de la période post-COVID.

Les pôles d'économie sociale ont par ailleurs assuré dans les différentes régions du Québec une première ligne de soutien aux milliers d'entreprises collectives mobilisées ou touchées par la crise. Ils ont diffusé l'information sur les programmes disponibles et ont été des interlocuteurs pour la mise en œuvre des diverses mesures de soutien aux entreprises ainsi que pour des démarches de relance; à certains endroits, ils ont contribué à en mettre certaines sur pied en collaboration avec les municipalités. Ils ont offert des pistes en faveur de l'achat local avec le déploiement de l'initiative « L'économie sociale, j'achète! » dans cinq régions. Dans l'Outaouais, les pôles ont été un partenaire de première ligne dans l'adoption d'une politique municipale de soutien à l'économie sociale à Gatineau³, une première qui risque d'essaimer dans les prochaines années.

Neamtan & van Schendel (2020)

Le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM) a soutenu, à travers ses réseaux membres (3 000 entreprises, 18 fédérations), des services de première ligne aux organisations, notamment en soins à domicile, en alimentation et en technologies de l'information, devenues si vitales dans le contexte de la COVID. Le réseau a avancé une série de propositions pour amorcer la relance et faire la promotion d'une économie utile aux citoyens, du développement territorial et de la transition socioéconomique.

D'autres réseaux sectoriels ne sont pas en reste pour proposer des pistes de relance qui tiennent compte des failles du modèle de développement mises en évidence par la COVID. Ainsi, le Réseau québécois des OBNL en habitation (RQOH), dont de nombreux membres gèrent des résidences sans but lucratif pour aînés, rappelle l'efficacité de ce modèle, contrastant avec les difficultés vécues dans les résidences privées; le Réseau de coopération des entreprises d'économie sociale en aide à domicile, lequel s'appuie sur son réseau de 100 coopératives et organismes sans but lucratif, offre un soutien à domicile à plus de 100 000 usagers dans les dix-sept régions du Québec; et Cantine pour tous, un regroupement d'entreprises d'économie sociale et d'organismes communautaires, travaille à la construction d'un système universel d'alimentation scolaire.

Les organisations collectives au Québec n'ont pas l'intention de laisser passer cette occasion de contribuer à la construction d'une nouvelle « normalité » basée sur un modèle de développement plus soutenable et équitable. Dans de nombreux endroits, l'économie sociale s'est mobilisée pour appeler à une relance plus verte et inclusive et a souligné son rôle dans ce processus tant de relance que de redéploiement du modèle de développement. Certes, il y a loin de la coupe aux lèvres. Le risque est réel que l'on préfère, dans la période post-COVID, se contenter de vouloir « revenir comme avant ». L'enjeu est donc de poursuivre sur la lancée récente en continuant à poser des gestes à la fois ambitieux et structurants.

Car force est de constater que ces réalisations dépassent l'anecdote. Un rapport de l'OCDE paru en juillet 2020⁴ soulignait le rôle de l'économie sociale dans tous les pays membres, tant dans la réponse aux besoins à court terme qu'à l'innovation et aux efforts de relance, ainsi que dans la proposition de modèles porteurs à plus long terme.

L'expérience cumulée depuis des décennies permet maintenant à ce mouvement de passer à une autre échelle d'action pour contribuer pleinement à la transition sociale et écologique qui s'impose.

NOTES

1. Remerciements à Jerry Espada et à Beatrice Alain pour leurs remarques et commentaires sur ce texte.
2. Cette volonté de favoriser le « local » a parfois connu des ratés, créant un flou sur la définition même du concept, « local » pouvant exprimer à la fois la proximité de l'achat et l'achat d'un produit fait au Québec. Est-ce que le fait d'acheter dans un commerce de proximité qui vend des produits fabriqués en Chine constitue un achat local?
3. *Social economy and the COVID-19 crisis : current and future roles*. 30 juillet 2020. <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/social-economy-and-the-covid-19-crisis-current-and-future-roles-f904b89f/>
4. *Un soutien à l'action citoyenne au cœur de l'économie*. https://www.gatineau.ca/docs/guichet_municipal/administration_municipale/politiques_vision/politique_economie_sociale.fr-CA.pdf

ABOUT THE AUTHORS / LES AUTEURS

Nancy Neamtan est conseillère stratégique au TIESS (Territoires innovants en économie sociale et solidaire) à Montréal.
Courriel : nancy@nancyneamtan.quebec

Vincent van Schendel est directeur général du TIESS (Territoires innovants en économie sociale et solidaire) à Montréal.
Courriel : vincent.vanschendel@tiess.ca